

COUR SUPÉRIEURE

(Action collective)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000888-178

DATE : 17 mars 2020

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE PIERRE-C. GAGNON, j.c.s.

JAMES GOVAN
Demandeur

c.

**LOBLAW COMPANIES LIMITED
LOBLAWS INC.
GEORGE WESTON LIMITED
WESTON FOOD DISTRIBUTION INC.
METRO INC.
SOBEYS QUÉBEC INC.
SOBEYS CAPITAL INCORPORATED
WAL-MART CANADA CORP.
CANADA BREAD COMPANY LIMITED
GIANT TIGER STORES LIMITED**

Défenderesses

ORDONNANCE CONCERNANT LES AVIS AUX MEMBRES ET LEUR DIFFUSION

[1] Un jugement du 19 décembre 2019 autorise l'exercice d'une action collective dans le présent dossier et attribue à M. James Govan le statut de représentant du groupe de membres.

[2] Les parties conviennent de la teneur des avis abrégé et détaillé (en français et en anglais) tel qu'énoncés en Annexes au présent jugement.

[3] Les parties conviennent également du plan de diffusion :

- a) par courriel individuel à chaque personne inscrite auprès des avocats du groupe quant à la présente action collective;
- b) par publication en français dans les journaux suivants (un quart de page) :
 - le Journal de Montréal;
 - le Soleil de Québec;
 - le Droit;
 - le Quotidien;
 - la Voix de l'Est;
 - la Tribune;
 - le Nouvelliste.
- c) par publication en anglais dans le journal The Montreal Gazette (un quart de page);
- d) à un positionnement approprié sur le site internet et la page Facebook des cabinets LPC Avocat inc. et Renno Vathilakis inc.

[4] Bien sûr, les avis seront également affichés au Registre des actions collectives.

[5] Le Tribunal rappelle au demandeur que selon l'article 583 du *Code de procédure civile* la demande introductive de l'instance est censée être déposée au plus tard le 19 mars 2020. Ce délai sera appliqué avec souplesse vu l'urgence sanitaire décrétée le 13 mars 2020.

[6] Il faut également faire montre de souplesse quant au délai d'exclusion, que le Tribunal fixe au **1^{er} juin 2020**.

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

[7] **ACCUEILLE** la demande d'approbation, avec modifications convenues avec les parties;

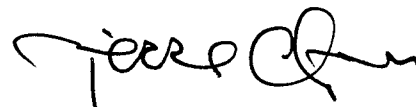
[8] **APPROUVE** la teneur des quatre avis aux membres énoncés en Annexes du présent jugement;

[9] **ORDONNE** la diffusion diligente aux membres selon le plan suivant et aux frais des défenderesses conjointement :

- e) par courriel individuel à chaque personne inscrite auprès des avocats du groupe quant à la présente action collective;
- f) par publication en français dans les journaux suivants (un quart de page) :
 - le Journal de Montréal;
 - le Soleil de Québec;
 - le Droit;
 - le Quotidien;
 - la Voix de l'Est;
 - la Tribune;
 - le Nouvelliste;
- g) par publication en anglais dans le journal The Montreal Gazette (un quart de page);
- h) à un positionnement approprié sur le site internet et la page Facebook des cabinets LPC Avocat inc. et Remo Vathilakis inc.;

[10] **FIXE** le délai d'exclusion au **1^{er} juin 2020**, date au-delà de laquelle les membres ne pourront plus s'exclure du groupe et seront liés par tout jugement ultérieur affectant ce groupe;

[11] **SANS FRAIS** de justice.



PIERRE-C. GAGNON, j.c.s.

Me Joey Zukran
LPC AVOCAT INC.

Me Michael Vathilakis
Me Karim Renno
RENNO VATHILAKIS INC.
Avocats du demandeur

Me Karine Chênevert
Me David Akman
BORDEN LADNER GERVAIS
Avocats des défenderesses Loblaw Companies Limited,
Loblaws Inc., George Weston Limited et Weston Food
Distribution Inc.

Me Éric Lefebvre
Me Dominic Dupoy
NORTON ROSE FULBRIGHT
Avocats de la défenderesse Metro inc.

Me Yves Martineau
Me Guillaume Boudreau-Simard
STIKEMAN ELLIOTT
Avocats des défenderesses Sobeys Québec inc. et
Sobeys Capital Incorporated

Me Nick Rodrigo
Me Faiz Lalani
DAVIES WARD PHILLIPS & VINEBERG
Avocats de la défenderesse Wal-Mart Canada Corp.

Me Robert Torralbo
Me Simon J. Seida
Me Litsa Kriaris
BLAKE CASSELS & GRAYDON
Avocats de la défenderesse Canada Bread Company Limited

Me Julie Girard
Me Joseph-Anaël Lemieux
DAVIES WARD PHILLIPS & VINEBERG
Avocats de la défenderesse Giant Tiger Stores Limited

ANNEXES

AVEZ-VOUS ACHETÉ DU PAIN PRÉ-EMBALLÉ AU QUÉBEC ENTRE LE 1^{ER} JANVIER 2001 ET LE 19 DÉCEMBRE 2019?

SI OUI, VOS DROITS POURRAIENT ÊTRE TOUCHÉS PAR UN JUGEMENT DANS LE CADRE D'UNE ACTION COLLECTIVE.

En quoi consiste cette action collective?

Des procédures d'action collective ont été entreprises au Québec, dans le district de Montréal (*Govan c. Loblaw Companies Limited et al.* 500-06-000888-178) dans lesquelles il est allégué que les Défenderesses ont comploté pour augmenter artificiellement, à chaque année (depuis 2001), le prix du pain pré-emballé vendu au Canada. Les Défenderesses contestent ces allégations et les réclamations du Demandeur, qui n'ont pas été prouvées.

Le 19 décembre 2019, la Cour supérieure du Québec a autorisé l'action collective contre les Défenderesses au nom de toutes les personnes, sociétés et associations, résidant au Québec, qui ont acheté au moins un emballage de pain à partir du 1^{er} janvier 2001 et jusqu'au 19 décembre 2019.

Le mot « pain » signifie les produits de pain et les produits alternatifs, produits ou vendus au détail par l'une ou l'autre des défenderesses, à l'exclusion du pain vendu surgelé et du pain cuit sur place dans l'établissement où il est vendu au détail.

Un avis détaillé aux membres est disponible au www.lpclex.com/fr/pain

Les Défenderesses à cette action sont :

Les boulangers industriels :

- George Weston Limited, Weston Food Distribution Inc., Weston Foods (Canada) Inc.
- Canada Bread Company Limited

Les détaillants alimentaires :

- Loblaw Companies Limited, Loblaws inc.
- Metro inc.

- Sobeys Québec inc., Sobeys Capital Incorporated, Sobeys inc. (dba "IGA")
- Wal-Mart Canada Corp.
- Giant Tiger Stores Limited

Qu'advient-il maintenant?

Option de s'exclure

Les membres ont le droit de s'exclure des actions collectives. Si vous vous excluez, vous ne serez pas autorisé à participer ou à recevoir de l'argent de la présente action collective, mais vous pourrez tenter ou continuer votre propre recours contre les Défenderesses concernant les réclamations en question.

Si vous ne faites rien, vous serez admissible à participer à la présente action collective et vous pourriez recevoir de l'argent, mais vous ne pourrez pas tenter ou continuer votre propre recours contre les Défenderesses concernant les réclamations en question.

Si vous souhaitez vous exclure, vous devez soumettre un avis écrit d'exclusion au plus tard le **1^{er} juin 2020**, via courrier recommandé ou certifié au Greffe de la Cour Supérieure pour le District de Montréal au 1, rue Notre Dame est, Montréal, Québec, H2Y 1B6.

Droit d'intervenir

Vous avez le droit d'intervenir à l'action collective. Un membre qui n'est pas un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les frais de justice de l'action collective.

Vous avez d'autres questions?

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter les avocats du groupe identifié ci-dessous. Votre nom et les informations fournies resteront confidentiels. Veuillez ne

pas contacter les Défenderesses ni les juges de la Cour supérieure.

Renno Vathilakis Avocats inc. Mes Michael Vathilakis / Karim Renno 145, St. Pierre, suite 201 Montréal, Québec, H2Y 2L6 Tél. : (514) 937-1221 Fax : (514) 221-3334 Courriel : mvathilakis@renvath.com / krenno@renvath.com Site web : www.renvath.com	LPC Avocats inc. Me Joey Zukran 276, rue Saint-Jacques, suite 801 Montréal, Québec, H2Y 1N3 Tél. : (514) 379-1572 Fax : (514) 221-4441 Courriel : jzukran@lpclex.com Site web : www.lpclex.com
--	--

**LA PUBLICATION DU PRÉSENT AVIS AUX MEMBRES A ÉTÉ APPROUVÉE ET
ORDONNÉE PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC.**

DID YOU PURCHASE PRE-PACKAGED BREAD IN QUÉBEC BETWEEN JANUARY 1, 2001 AND DECEMBER 19, 2019?

**IF YES, YOUR RIGHTS MAY BE AFFECTED BY A JUDGMENT RENDERED IN
A CLASS ACTION.**

What is this class action about?

This class action proceeding was commenced in Québec, in the District of Montréal (*Govan vs. Loblaw Companies Limited et al.* 500-06-000888-178) in which it is alleged that the Defendants conspired to artificially increase, each year (since 2001), the price of pre-packaged bread sold in Canada. The Defendants deny the Plaintiff's claims and allegations, which have not been proven.

On December 19, 2019, the Superior Court of Québec authorized the class action against the Defendants on behalf of all persons, partnerships and associations resident in Québec who purchased at least one package of bread in between January 1, 2001 and December 19, 2019.

The word "bread" means bread products and bread alternatives, produced or retailed by any of the Defendants, excluding bread frozen when sold and bread baked on-site in the establishment where it is retailed.

A detailed long form notice is available at www.lpclex.com/bread

The Defendants in this action are:

The wholesale bakers:

- George Weston Limited, Weston Food Distribution Inc., Weston Foods (Canada) Inc.
- Canada Bread Company Limited

The grocery retailers:

- Loblaw Companies Limited, Loblaws Inc.
- Metro inc.
- Sobeys Québec inc., Sobeys Capital Incorporated, Sobeys Inc. (d.b.a. IGA)
- Wal-Mart Canada Corp.
- Giant Tiger Stores Limited

What happens now?

The option to opt out

Class members have a right to opt out of class actions. If you opt out, you will not be authorized to participate or to receive money in the present class action, but you may commence or continue your own action against the Defendants regarding the claims at issue.

If you do nothing, you will be permitted to participate in the present class action and you could receive money, but you cannot commence or continue your own action against the Defendants regarding the claims at issue.

If you wish to opt out, you must submit a written notice of opting-out at the latest on **June 1st, 2020**, by registered or certified mail to the Clerk of the Superior Court for the District of Montréal at 1 Notre Dame Street East, Montreal, Quebec, H2Y 1B6.

Right to intervene

You have the right to seek intervenor status in the class action. No class member other than the representative plaintiff or an intervenor may be required to pay legal costs arising from the class action.

Do you have any other questions?

For further information, you may contact class counsel identified below. Your name and any information provided will be kept confidential. Please do not contact the Defendants, or the judges of the Superior Court.

Renno Vathilakis Avocats Inc.

Mtres Michael Vathilakis / Karim Renno
145 St. Pierre, suite 201
Montreal, Quebec, H2Y 2L6
Tel: (514) 937-1221
Fax: (514) 221-3334
Email: mvathilakis@renvath.com /
krenno@renvath.com
Website: www.renvath.com

LPC Avocats Inc.

Mtre Joey Zukran
276 Saint-Jacques Street, Suite 801
Montreal, Quebec, H2Y 1N3
Tel.: (514) 379-1572
Fax: (514) 221-4441
Email: jzukran@lpclex.com
Website: www.lpclex.com

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE TO CLASS MEMBERS HAS BEEN APPROVED
AND ORDERED BY THE SUPERIOR COURT OF QUÉBEC.**

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPÉRIEURE
(Action collective)

NO : 500-06-000888-178

JAMES GOVAN

Demandeur

c.

LOBLAW COMPANIES LIMITED
LOBLAWS INC.
GEORGE WESTON LIMITED
WESTON FOOD DISTRIBUTION INC.
METRO INC.
SOBEYS QUEBEC INC.
SOBEYS CAPITAL INCORPORATED
WAL-MART CANADA CORP.
CANADA BREAD COMPANY LIMITED
GIANT TIGER STORES LIMITED

Défenderesses

AVIS DÉTAILLÉ AUX MEMBRES

AVIS À TOUTES LES PERSONNES, SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS, RÉSIDANT AU QUÉBEC, QUI ONT ACHETÉ AU MOINS UN EMBALLAGE DE PAIN À PARTIR DU 1^{ER} JANVIER 2001 ET JUSQU'AU 19 DÉCEMBRE 2019

1. **PRENEZ AVIS** que le 19 décembre 2019, l'honorable juge Pierre-C. Gagnon, j.c.s., de la Cour supérieure du Québec, a autorisé l'exercice d'une action collective contre Loblaw Companies Limited, Loblaws inc., George Weston Limited, Weston Food Distribution inc., Metro Inc., Sobeys Québec inc., Sobeys Capital Incorporated, Wal-Mart Canada Corp., Canada Bread Company Limited et Giant Tiger Stores Limited (ci-après collectivement les "**Défenderesses**") et a attribué le statut de représentant à M. James Govan afin de représenter le groupe de personnes décrit comme suit :

Toutes les personnes, sociétés et associations, résidant au Québec, qui ont acheté au moins un emballage de pain à partir du 1^{er} janvier 2001 et jusqu'au 19 décembre 2019;

Le mot « pain » dans la description du groupe signifie les produits de pain et les produits alternatifs, produits ou vendus au détail par l'une ou l'autre

des défenderesses, à l'exclusion du pain vendu surgelé et du pain cuit sur place dans l'établissement où il est vendu au détail.

2. Cette action collective sera exercée dans le district de Montréal.
3. Aux fins de la présente action collective, le demandeur, James Govan, a élu domicile aux cabinets de ses avocats, situés aux:

Renno Vathilakis Avocats inc. Mes Michael Vathilakis / Karim Renno 145, St. Pierre, suite 201 Montréal, Québec, H2Y 2L6 Tél. : (514) 937-1221 Fax : (514) 221-3334 Courriel : mvathilakis@renvath.com / krenno@renvath.com Site web : www.renvath.com	LPC Avocats inc. Me Joey Zukran 276, rue Saint-Jacques, suite 801 Montréal, Québec, H2Y 1N3 Tél. : (514) 379-1572 Fax : (514) 221-4441 Courriel : jzukran@lpclex.com Site web : www.lpclex.com
--	--

4. Les principales questions de faits et de droit qui seront traitées collectivement sont :
 - a) Est-ce que les défenderesses ont conspiré, comploté ou conclu une entente ou un arrangement restreignant indûment la concurrence quant à la vente du pain pré-emballé et, si oui, durant quelle période ce cartel a-t-il affecté les membres du groupe ?
 - b) Est-ce que la participation des défenderesses au cartel constitue une faute engageant leur responsabilité solidaire envers les membres du groupe ?
 - c) Le cartel a-t-il eu pour effet de hausser le prix payé au Québec pour l'achat de pain pré-emballé vendu par les défenderesses et, si oui, telle hausse a-t-elle causé préjudice à chaque membre du groupe ?
 - d) Quel est le montant total des dommages-intérêts subis par tous les membres du groupe ?
 - e) La responsabilité solidaire des défenderesses est-elle engagée quant aux coûts suivants encourus ou à être encourus pour les membres du groupe :
 - coûts d'enquête;
 - honoraires extrajudiciaires de l'avocat du demandeur et des membres du groupe;
 - débours extrajudiciaires de l'avocat du demandeur et des membres du groupe.

5. Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont les suivantes :

ACCUEILLIR l'action du demandeur contre les défenderesses pour le bénéfice des membres du groupe;

DÉCLARER les défenderesses responsables du préjudice subi par le demandeur et chaque membre du groupe;

CONDAMNER solidairement les défenderesses à payer au demandeur et aux membres du groupe, un montant égal au total des revenus des défenderesses engendré par la portion artificiellement gonflée du prix de vente du pain pré-emballé vendu au Québec et **ORDONNER** le recouvrement collectif de ce montant;

CONDAMNER solidairement les défenderesses à payer le coût de toute enquête requise pour établir leur responsabilité dans la présente affaire, incluant les honoraires et débours extrajudiciaires de l'avocat du groupe et les honoraires d'expert, et **ORDONNER** le recouvrement collectif de tel coût;

CONDAMNER solidairement les défenderesses à payer l'intérêt et l'indemnité additionnelle sur les montants indiqués ci-haut, suivant la loi, à partir de la date de signification de la demande d'autorisation;

ORDONNER solidairement aux défenderesses de déposer au greffe du tribunal la totalité des montants inclus dans le recouvrement collectif, incluant intérêt et frais de justice;

ORDONNER que les réclamations des membres individuels du groupe soient soumis à recouvrement collectif si la preuve le permet ou autrement, à liquidation individuelle;

CONDAMNER les défenderesses aux frais de justice de la présente action, incluant les frais d'avis, les frais d'administration des réclamations et les frais d'experts, le cas échéant, incluant les frais d'expertises requises pour déterminer le montant des ordonnances de recouvrement collectif.

6. La Cour supérieure ne s'est pas encore prononcée sur l'action collective ni sur l'octroi d'une indemnisation en faveur des membres du groupe. Les Défenderesses contestent ces allégations et les réclamations du Demandeur, qui n'ont pas été prouvées.

7. **Si vous souhaitez vous exclure** de la présente action collective, vous devez en aviser le greffier de la Cour supérieure du Québec, district de Montréal, et ce, **au plus tard le 1^{er} juin 2020** via courrier recommandé ou certifié à l'adresse :

Cour supérieure du Québec, 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1B6

Vous devez mentionner que vous souhaitez vous exclure de l'action collective intentée par *Govan c. Loblaw Companies Limited et als.* (numéro de cour 500-06-000888-178).

8. La date après laquelle un membre ne pourra plus s'exclure du groupe, à moins d'une autorisation spécifique du Tribunal, est le **1^{er} juin 2020**.
9. Un membre du groupe qui n'a pas demandé son exclusion sera lié par tout jugement qui pourrait être rendu dans le cadre de l'action collective qui sera instituée et ce, tel que prévu par la loi.
10. **Si vous souhaitez être inclus** dans l'action collective, **vous n'avez rien à faire**.
11. En tant que membre du groupe, vous avez le droit d'intervenir dans la présente action collective, et ce, de la manière prévue par la loi.
12. Un membre qui n'est pas un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les frais de justice de l'action collective.
13. Pour plus d'informations, vous pouvez contacter les procureurs du groupe identifiés ci-dessous. Votre nom et les informations fournies resteront confidentiels. **Veillez ne pas contacter les Défenderesses ni les juges de la Cour supérieure.**

Renno Vathilakis Avocats inc. Mes Michael Vathilakis / Karim Renno 145, St. Pierre, suite 201 Montréal, Québec, H2Y 2L6 Tél. : (514) 937-1221 Fax : (514) 221-3334 Courriel : mvathilakis@renvath.com / krenno@renvath.com Site web : www.renvath.com	LPC Avocats inc. Me Joey Zukran 276, rue Saint-Jacques, suite 801 Montréal, Québec, H2Y 1N3 Tél. : (514) 379-1572 Fax : (514) 221-4441 Courriel : jzukran@lpclex.com Site web : www.lpclex.com
--	--

**LA PUBLICATION DU PRÉSENT AVIS AUX MEMBRES A ÉTÉ APPROUVÉE ET
ORDONNÉE PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC.**

CANADA

PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL

SUPERIOR COURT
(Class Action)

NO: 500-06-000888-178

JAMES GOVAN

Representative Plaintiff

-VS-

LOBLAW COMPANIES LIMITED
LOBLAWS INC.
GEORGE WESTON LIMITED
WESTON FOOD DISTRIBUTION INC.
METRO INC.
SOBEYS QUEBEC INC.
SOBEYS CAPITAL INCORPORATED
WAL-MART CANADA CORP.
CANADA BREAD COMPANY LIMITED
GIANT TIGER STORES LIMITED

Defendants

LONG NOTICE TO CLASS MEMBERS

NOTICE TO ALL PERSONS, PARTNERSHIPS AND ASSOCIATIONS RESIDENT IN QUÉBEC WHO PURCHASED AT LEAST ONE PACKAGE OF BREAD IN BETWEEN JANUARY 1, 2001 AND DECEMBER 19, 2019

1. **TAKE NOTICE** that on December 19, 2019, the Honourable Justice Pierre-C. Gagnon of the Superior Court of Québec authorized the bringing of a class action against Loblaw Companies Limited, Loblaws Inc., George Weston Limited, Weston Food Distribution Inc., Metro Inc., Sobeys Quebec Inc., Sobeys Capital Incorporated, Wal-Mart Canada Corp., Canada Bread Company Limited and Giant Tiger Stores Limited (hereinafter collectively the “**Defendants**”) and appointed the status of representative plaintiff to Mr. James Govan to act on behalf of the class of persons described as:

All persons, partnerships and associations resident in Québec who purchased at least one package of bread in between January 1st, 2001 and December 19, 2019;

The word “bread” in the class description means bread products and bread alternatives, produced or retailed by any of the Defendants,

excluding bread frozen when sold and bread baked on-site in the establishment where it is retailed.

2. This class action will be brought in the district of Montréal.
3. For the purpose of this class action, the representative plaintiff has elected domicile at his attorneys' offices located at:

Renno Vathilakis Avocats Inc. Mtres Michael Vathilakis / Karim Renno 145 St. Pierre, suite 201 Montreal, Quebec, H2Y 2L6 Tel: (514) 937-1221 Fax: (514) 221-3334 Email: mvathilakis@renvath.com / krenno@renvath.com Website: www.renvath.com	LPC Avocats Inc. Mtre Joey Zukran 276 Saint-Jacques Street, Suite 801 Montreal, Quebec, H2Y 1N3 Tel: (514) 379-1572 Fax: (514) 221-4441 Email: jzukran@lpclex.com Website: www.lpclex.com
--	---

4. The principal questions of facts and law that will be dealt with collectively are:
 - a) Did the Defendants conspire, coalesce, or enter into any agreement or arrangement that unduly restricts competition in the sale of packaged bread and, if so, during what period did this cartel have its effects on Class members?
 - b) Does the participation of the Defendants in the cartel constitute a fault triggering their solidary liability to Class members?
 - c) Has the effect of the cartel been an increase in the price paid in Québec for the purchase of the packaged bread sold by Defendants and, if so, does the increase constitute a damage for each Class member?
 - d) What is the total amount of damages suffered by all Class members?
 - e) Is the Defendants' solidary liability triggered with respect to the following costs incurred or to be incurred on behalf of class members :
 - The costs of investigation;
 - The extrajudicial fees of counsel for the Applicant, Plaintiff and Class members; and
 - The extrajudicial disbursements by counsel for the Applicant, Plaintiff and Class members?
5. The conclusions sought in relation to the above questions are as follows:

GRANT the Representative Plaintiff's action against Defendants on behalf of all the Class members;

DECLARE the Defendants liable for the damages suffered by the Representative Plaintiff and each of the Class members;

CONDEMN the Defendants, solidarily, to pay the Representative Plaintiff and the Class members an amount equal to the sum of the Defendants' revenues generated by the artificially inflated portion of the sale price of the packaged bread sold in Québec and **ORDER** collective recovery of these sums;

CONDEMN the Defendants, solidarily, to pay the costs incurred for any investigation necessary to establish their liability in the present proceeding, including the extrajudicial class counsel fees and extrajudicial disbursements, and expert fees, and **ORDER** collective recovery of these sums;

CONDEMN the Defendants, solidarily, to pay interest and the additional indemnity on the above sums according to law from the date of service of the Application to Authorize the Bringing of a Class Action;

ORDER the Defendants, solidarily, to deposit in the office of this Court the totality of the sums which forms part of the collective recovery, with interest and costs;

ORDER that the claims of individual Class members be the object of collective liquidation if the proof permits and alternately, by individual liquidation;

CONDEMN the Defendants to bear the costs of the present action including the cost of notices, the cost of management of claims and the costs of experts, if any, including the costs of experts required to establish the amount of the collective recovery orders;

6. The Superior Court has not yet ruled on the merits of the class action, nor on any compensation that may be awarded to class members. The Defendants deny the Plaintiff's claims and allegations, which have not been proven.
7. **If you wish to opt-out of the class action**, you have to notify the registry of the Superior Court of Quebec, District of Montreal **no later than June 1st, 2020** by registered or certified mail at this address:

Superior Court of Québec, 1 Notre-Dame street East, Montreal, H2Y 1B6.

You must state that you wish to exclude yourself from the class action of *Govan v. Loblaw Companies Limited et als.* (case number 500-06-000888-178).

8. The date after which a class member can no longer request his or her exclusion from the class, unless specifically authorized by the Court, is **June 1st, 2020**.

9. A class member who has not requested his or her exclusion is bound by any judgement that may be rendered in the class action to be instituted in the manner provided for by law.
10. **If you wish to be included** in the class action, **you have nothing to do.**
11. As a class member, you have the right to intervene in the present class action, in the manner provided for by law.
12. No class member other than the representative plaintiff or an intervenor may be required to pay legal costs arising from the class action.
13. For further information, you may contact class counsel listed below. Your name and any information provided will be kept confidential. **Please do not contact the Defendants, nor any of the judges of the Superior Court.**

Renno Vathilakis Avocats Inc. Mtres Michael Vathilakis / Karim Renno 145 St. Pierre, suite 201 Montreal, Quebec, H2Y 2L6 Tel: (514) 937-1221 Fax: (514) 221-3334 Email: mvathilakis@renvath.com / krenno@renvath.com Website: www.renvath.com	LPC Avocats Inc. Mtre Joey Zukran 276 Saint-Jacques Street, Suite 801 Montreal, Quebec, H2Y 1N3 Tel.: (514) 379-1572 Fax: (514) 221-4441 Email: jzukran@lpclex.com Website: www.lpclex.com
--	--

THE PUBLICATION OF THIS NOTICE TO CLASS MEMBERS HAS BEEN APPROVED AND ORDERED BY THE SUPERIOR COURT OF QUÉBEC.